



SciencesPo.

CERI
CNRS

EN AFRIQUE DU NORD, UN SOULEVEMENT NE FAIT PAS LE PRINTEMPS

Dossier sous la direction de Béatrice Hibou

L'ensemble des cinq contributions de ce *Dossier* du CERI a pour ambition d'analyser ce que l'on nomme le « printemps arabe » au Maghreb à partir d'une analyse qui prenne comme objet principal ce qui a été au cœur des revendications sociales, à savoir les demandes en termes d'emploi, de niveau de vie, d'intégration dans la société et donc de justice, d'égalité et de respect. Alors que les débats se focalisent majoritairement dans ces pays (mis à part la Libye, en pleine guerre civile) sur les réformes constitutionnelles et les transformations politiques, il nous semble fondamental de concentrer notre regard sur ces questions. Il s'agit, d'une part, de comprendre comment les revendications sociales sont comprises, entendues et quelles réponses leur sont apportées par les dirigeants et, d'autre part, de mieux intégrer les dynamiques socio-économiques au sein des mutations politiques actuellement à l'œuvre. Ces questions sont aujourd'hui abordées sous l'angle de la rupture et de l'exceptionnalité, de l'avènement d'une nouvelle ère (ce que symbolise l'expression « printemps arabe ») alors même que les mouvements de protestation actuels sont ancrés dans une histoire longue et font référence à des modes de gouvernement et d'exercice du pouvoir inscrits dans des trajectoires nationales. Il est d'ailleurs frappant de noter combien la nature et l'intensité des contestations diffèrent d'un pays à l'autre : en Tunisie et en Egypte, on a assisté au départ

du souverain à la suite d'une contestation sociale et populaire généralisée associée à une révolution de palais ; en Libye, les protestations qui se sont développées à l'est et la répression sanglante du régime Kadhafi se sont transformées, avec l'intervention occidentale, en une véritable guerre civile ; en Mauritanie, la révolte populaire ne s'est pas encore articulée à la contestation politique ; au Maroc, le mouvement social, profondément ancré dans le paysage politique depuis des années, s'est trouvé simultanément renforcé et géré de façon maîtrisée bien que contestée par un ensemble de réformes constitutionnelles et de mesures d'urgence en matière d'emploi.

De fait, si les ressorts économiques et sociaux des mouvements de protestation sont partout similaires (détérioration des niveaux de vie, difficulté de l'accès au marché du travail, diffusion de la corruption et du népotisme, clientélisme excluant...), leur expression diffère largement d'un pays à l'autre. De même, la façon dont ces revendications sont prises en compte par les gouvernants est tout à fait hétérogène. Les lieux économiques d'énonciation de la contestation diffèrent largement. Cet ensemble d'articles jette les bases d'une première analyse de cette diversité, dans la traduction concrète d'un processus aux airs de parenté évidents.